

Le pays est un baril de poudre qui n'attend qu'une étincelle ou un détonateur pour souffler le capital et l'état.

Nikos Maziotis, le 7 septembre 2015

Le troisième mémorandum signé par le gouvernement SYRIZA marque la faillite politique complète du régime de gauche et des aspirations chimériques d'un capitalisme "humain". Ceci marque l'effondrement de la tentative de gestion par SYRIZA, après sa prise de fonction en janvier dernier, de la défaite des mouvements populaires de la période 2010-2012. Pour ceux qui n'avaient pas d'illusions, la période qui s'est achevée avec le troisième mémorandum représente simplement une période d'attente vers le retour en arrière attendu, où la campagne promettait l'abrogation ou la renégociation du mémorandum et l'annulation partielle de la dette alors qu'en même temps une politique d'assistance pour les pauvres était suivie de l'accord du 20 février qui étendait le second mémorandum et devenait (malgré le refus de 62% des votants du référendum du 5 juillet qui ont rejeté les propositions des créanciers) le troisième mémorandum, bien pire que les mesures rejetées par le référendum.

En quelques mois, SYRIZA a traversé sa 'ligne rouge' en retraite complète et en consentant aux demandes des créanciers, en acceptant un mémorandum bien plus brutal que celui qui avait été voté par le gouvernement précédent de Samaras.

"La première à gauche" (le slogan de SYRIZA qui revendiquait le premier gouvernement de gauche de l'histoire de la Grèce) est l'humiliation totale sans précédent de la volonté de la majorité sociale de se débarrasser des politiques de mémorandum qui font d'elle des serfs des marchés.

"La première à gauche" est un reniement et une trahison plus rapide et retentissante que tous les gouvernements précédents, de mémoire politique.

"La première à gauche" : la Troïka, renommée "institutions", est à présent quadripartite, depuis qu'en plus de l'UE, de la BCE et du FMI (les véritables maîtres du pays) s'est également rajouté le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) à qui le gouvernement de SYRIZA a demandé des accords de prêts et avec lequel il a signé le troisième mémorandum.

'La première à gauche' et le braquage contre le peuple et les pauvres se poursuit pour réduire davantage les salaires et les pensions, augmenter l'âge de la retraite, pour une taxation plus sauvage et pour accepter davantage de privatisation de la propriété publique. Le régime de gauche continue adéquatement les politiques de génocide sociétal lancées en 2010 par le gouvernement Papandreou avec le premier mémorandum et qui a continué avec le gouvernement Samaras en signant le second mémorandum.

Les noms de Tsipras, Varoufakis, Dragasaki, Skourletis, Pappas, Voutsis, Lafazanis, sont ajoutés à la liste des politiciens criminels aux cotés de ceux de Papandreou et Venizelos, Papaconstantinou, Loverdos, Chrisochoidis, Samaras, Mitsotakis, Vrotsi, Georgiadis et autres qui ont agit comme des marionnettes de l'élite économique internationale.

Avec le passage du troisième mémorandum, SYRIZA a en réalité signé sa faillite politique et sa condamnation, car pour passer ce nouvel accord avec les créanciers, le soutien est venu des partis pro-européens Nea-Demokratia, To Potami, PASOK qui a conduit à la scission de SYRIZA et l'a forcé aux élections anticipées du 20 septembre. Ces développements démontrent la disgrâce du parlementarisme bourgeois et que le système est plus instable que jamais.

La majorité sociale, les affamés, les pauvres, les plus démunis, les chômeurs, les sans-abri, les travailleurs et les jeunes n'ont rien à espérer de ces élections. Comme je l'ai déjà dit au sujet des précédentes élections de janvier 2015, la solution ne sera pas donnée par les élections mais par le peuple armé.

Personne n'a rien à espérer des criminels des partis politiques, des idiots utiles et des marionnettes des élites économiques internationales de l'Union Européenne, des exécuteurs des politiques de mémorandum. Personne n'a rien à espérer des nouveaux "sauveurs anti-mémorandum" qui ont émergé de la scission de SYRIZA, *Unité Populaire*, l'ancienne Plateforme Gauche de SYRIZA, qui soutient l'adoption d'une devise nationale et se présente elle-même régulièrement comme anti-mémorandum.

Unité Populaire (LAE, *Laïkí Enótita*) est elle-même insolvable et douteuse comme l'était SYRIZA avant de prendre le pouvoir quand il est apparu avec sa rhétorique anti-mémorandum et un programme irréaliste social-démocrate et keynésien. Ces développements du nouveau "Mémorandum gauche" ont justifié notre prédiction, au sujet de la transformation de SYRIZA en un parti néo-libéral, que nous avons faite en tant que *Lutte Révolutionnaire* bien avant qu'il arrive au pouvoir. Avec la quasi-totalité des partis politiques discrédités, avec le PASOK et ANEL proches de la disparition en tant que partis, avec la faillite de SYRIZA devenu en sept mois un parti pûrement néo-libéral, avec Nea-Demokratia écrasé par le second mémorandum, avec LAE qui ne trompe personne en adoptant le même vieux programme social-démocrate impraticable de SYRIZA, avec une grande partie de la société qui tourne le dos au système politique en refusant les illusions électorales, et sans aucune chance de gouvernement de majorité, le pays est dans un état d'instabilité politique permanent que ceux qui souhaite un renversement politique doivent exploiter.

La faillite de SYRIZA a dissipé les illusions concernant la résolution à l'intérieur du système existant des problèmes sociaux dûs à la crise, car sauver le système demande l'asservissement et la destruction de pans entiers de la population.

Le pays est un baril de poudre qui n'attend qu'une étincelle ou un détonateur pour souffler le capital et l'état.

Le fait que le troisième mémorandum soit passé dans l'apathie sociale, avec une poignée de personne seulement descendant dans les rues pour le clash les 15 et 22 juillet, est le résultat de l'impasse de la majorité sociale et des mouvements populaires pour la période du Premier Mémorandum de 2010-2012, une impasse due au manque de perspectives et de propositions pour le renversement révolutionnaire du capital et de l'état et de l'absence

d'une force politico-militaire organisée qui tenterait d'entreprendre le renversement, c'est à dire un mouvement révolutionnaire. Mais cette situation ne doit pas nous décevoir.

Les révolutionnaires n'ont jamais agit en attendant que les masses se soulèvent spontanément ou se mobilisent. Plutôt, ils ont fait leur chemin en donnant en premier l'exemple de l'action antagoniste et en prenant avantage de la tourmente à la base de la société. Il n'y a jamais eu de conditions objectives plus favorables pour l'action, pour les luttes et pour la révolution, grâce à la dévaluation et à l'instabilité du régime, et les conditions subjectives n'ont jamais été aussi mauvaises : apathie, impasse et résignation, dues au manque de perspectives et d'espoir.

Notre devoir est d'agir pour changer les conditions défavorables, pour inspirer l'espoir et la force de la révolte et du renversement. Cette action c'est la déstabilisation et la sape d'un système déjà instable, le sabotage des politiques au pouvoir pour l'implémentation des mémorandums et des plans de sauvetage, le sabotage des politiques qui visent aux investissements de capitaux multinationaux dans le pays par le biais de privatisations et de ventes de la propriété publique, le sabotage du braquage social et du génocide sociétal.

L'adoption de formes dynamiques d'actions: guérilla et lutte armée, est un choix nécessaire pour le sabotage des politiques aux pouvoirs. Le plastiquage et l'action armée à une échelle massive contre les bureaux, installations, structures et entités du gouvernement et du capital local et international peut déstabiliser encore plus le régime pour décourager les investissements et empêcher la vente de la propriété publique en rendant le pays dangereux pour les investisseurs.

Nos luttes, en plus de l'adoption de la guérilla et de la lutte armée, se connectent avec d'autres formes d'action, comme les manifestations violentes du 15 juillet, avec les squats et les actions d'assistance envers les plus socialement vulnérables, qui seront acceptées socialement et feront prendre pied au chemin du renversement révolutionnaire. Mais le renversement de l'état capitaliste ne peut être garanti que par le recours aux armes, la réquisition armée des forteresses ennemies, parlements, ministères, banques, Banque de Grèce et le désarmement des stations de police.

A une époque où toutes les illusions se dissolvent, la révolution sociale armée est la seule voie en avant, la seule façon de nous sauver du génocide sociétal imposé par les élites économiques internationales et par l'état...

Pour ne plus compter les morts de suicides, de maladies, et de manque des biens élémentaires.

Pour empêcher que les enfants ne s'évanouissent de faim et de malnutrition.

Pour abolir les classes sociales et l'état.

Pour socialiser la richesse collective.

Pour vivre avec dignité et prendre nos vies en mains.

Ne nous donnons pas l'illusion que ceci peut être fait sans buts et propositions, ou en étant incapable de populariser nos propositions en se confinant dans un insurrectionnalisme

stérile ou en se donnant l'illusion alternative au sujet des "îlots de liberté" autogérés et des initiatives qui entoureront l'état et feront disparaître l'économie de marché.

Ne nous donnons pas l'illusion que ceci peut être fait sans risquer nos vies pour la liberté.
Pour ce que l'histoire a démontré : l'arbre de la liberté ne pousse que dans le sang.

Pas d'illusions électorales !

Révolution sociale armée !

Nikos Maziotis, membre de Lutte Révolutionnaire.

Prison de Korydallos, le 7 septembre 2015